

La visite historique du Pape François en RD Congo : un appel inachevé à la paix et à l'unité face à une responsabilité non assumée

Par

BENIT MOKE,

Ambassadeur des Jeunes IMICA-RD Congo,

Doctorant-Chercheur en Communication pour le développement (C4D) à l'Université Catholique du Congo,

INTRODUCTION

L'Afrique est un continent qui a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve au Zaïre (R. D Congo). Cette affirmation de Franz Fanon, aussi vieille que les indépendances africaines, sonne comme une prophétie qui peine toujours à se réaliser faute d'un engagement conséquent de la part des premiers concernés, à savoir les citoyens congolais eux-mêmes. Sans aucun doute, la République Démocratique du Congo occupe une place stratégique pour servir de locomotive au développement du continent africain¹. En effet, au regard de son immensité géographique ainsi que de ses richesses en ressources naturelles, humaines, culturelles, minières, énergétiques, etc., une RD Congo stabilisée serait un gage de développement et un ferment de la paix dans la sous-région. Pourtant, à la traversée du millénaire, « *l'évolution du Congo semble ainsi vouée à une sorte de marche sur place interminable* »².

La visite du Pape François en République Démocratique du Congo a été un événement marquant, porteur d'un message fort de paix, de réconciliation et d'unité. Cette visite s'est déroulée du 31 janvier au 3 février 2023, exclusivement à Kinshasa, et intervenait 43 ans après celle du Pape Jean-Paul II en 1980. Les circonstances de sa visite étaient marquées par une situation sécuritaire préoccupante, notamment dans l'Est du pays, où les conflits armés et les violences contre les populations civiles persistent. Initialement, le Pape François avait prévu de se rendre dans l'Est de la RDC, une région durement éprouvée par des décennies de conflits armés et de violences contre les populations civiles. Cependant, en raison de l'insécurité persistante et des risques liés à sa visite, il a été contraint de limiter son séjour à Kinshasa, où il a concentré ses rencontres et ses discours. Les motivations de son voyage étaient profondes et multiples. D'une part, la RDC représente un bastion majeur du catholicisme en Afrique, avec plus de 40 millions de fidèles, soit près de 50 % de la population, ce qui en fait le pays africain comptant le plus grand nombre de catholiques et le sixième au monde. D'autre part, son déplacement s'inscrivait dans une volonté de reconforter un peuple meurtri, de dénoncer les injustices et d'appeler à une prise de conscience collective pour bâtir un avenir fondé sur la paix, la justice et la solidarité.

¹ Alain NZADI-A-NZADI, S.J : L'invention d'un nouveau Congo, une panacée pour la région des grands lacs et pour l'Afrique. In Congo-Afrique n°570, Kinshasa, Décembre 2022, 62^e Année, p.1224

² Isidore NDAYWEL E NZIEM : Le Congo à la traversée du millénaire ; une brève histoire du Présent, in Congo-Afrique n°570, Kinshasa, Décembre 2022, 62^e Année, p.1242

Malgré son état de santé précaire, le Pape François a bravé les défis physiques pour venir à la rencontre du peuple congolais, témoignant ainsi de son profond attachement à la RDC et à ses habitants. Son message était bien plus qu'une simple exhortation spirituelle : il constituait un appel solennel à la responsabilité collective, invitant chaque Congolais à prendre en main son destin, à transcender les divisions ethniques et politiques, et à œuvrer ensemble pour bâtir une nation fondée sur la justice, la solidarité et la paix durable. Son discours, empreint de force morale et d'espérance, ne se limitait pas à des paroles réconfortantes ; il posait un diagnostic lucide sur les maux qui gangrènent le pays depuis des décennies. Il dénonçait avec fermeté les violences qui ravagent l'Est du pays, la corruption qui affaiblit les institutions, et les injustices qui maintiennent une grande partie de la population dans la précarité. À travers ses paroles, il appelait à une prise de conscience collective, exhortant les dirigeants à gouverner avec intégrité et les citoyens à s'engager activement pour un avenir meilleur, où la dignité humaine et le bien commun seraient enfin placés au cœur des priorités nationales.

Cependant, après son départ, et aujourd'hui après son décès, l'écho de son appel semble s'être dissipé sans provoquer le sursaut national tant espéré. Les fléaux qu'il avait dénoncés – la corruption, les violences, les injustices – continuent de miner le pays, et le peuple congolais peine à prendre pleinement conscience de sa responsabilité dans la construction de son propre avenir. Son message, pourtant empreint de force et de clarté, n'a pas été traduit en actions concrètes, laissant derrière lui un sentiment amer d'opportunité manquée, comme une lumière qui aurait pu guider le pays mais qui reste inexploité.

Son passage en RD Congo restera incontestablement gravé dans l'histoire, mais l'essence même de son message demeure suspendue dans l'attente d'une véritable transformation. Les questions fondamentales restent posées : Les Congolais sauront-ils un jour honorer cet appel en prenant enfin les engagements nécessaires pour bâtir la nation qu'il espérait voir émerger ? Comment faire de cet élan d'espoir un moteur de changement réel et durable, afin que son héritage ne soit pas seulement un souvenir, mais une impulsion vers un avenir renouvelé ?

I. La visite du Pape François : un message fort mais ignoré

1. Un appel à la paix et à la réconciliation

Le Pape François, malgré son état de santé fragile, a bravé les défis physiques pour venir en République démocratique du Congo, témoignant ainsi de son profond attachement à ce pays meurtri par des décennies de conflits. Son déplacement n'était pas seulement une visite pastorale, mais un acte de solidarité et de compassion, visant à réconforter un peuple en quête de stabilité et de justice. En choisissant de se rendre en RDC, il a voulu porter un message fort, rappelant que la paix et l'unité sont les piliers fondamentaux d'une nation prospère.

Lors de ses différentes interventions, il a insisté sur la nécessité de mettre fin aux violences et aux divisions internes qui freinent le développement du pays. Il a dénoncé avec fermeté les souffrances des populations de l'Est, victimes de conflits armés et d'exactions répétées. Son discours, empreint de spiritualité et de réalisme, appelait les Congolais à dépasser les clivages ethniques, politiques et économiques qui alimentent l'instabilité et empêchent la construction d'un avenir commun.

Le Pape François a également exhorté les dirigeants congolais à assumer leurs responsabilités en mettant en place des politiques favorisant la réconciliation nationale et la justice sociale. Il a rappelé que la paix ne peut être durable sans un engagement sincère des autorités à lutter contre

la corruption, à protéger les droits fondamentaux et à garantir une gouvernance transparente. Son message s'adressait autant aux élites qu'au peuple, soulignant que chaque citoyen a un rôle à jouer dans la consolidation de la paix.

Enfin, son appel à l'unité ne se limitait pas aux discours : il s'est traduit par des gestes symboliques forts, notamment sa rencontre avec les victimes des violences dans l'Est du pays. À travers ces échanges poignants, il a voulu montrer que la réconciliation passe par l'écoute, la reconnaissance des souffrances et la volonté de reconstruire ensemble. Son message était clair : la paix n'est pas un idéal inaccessible, mais une responsabilité collective qui exige des actions concrètes et un engagement profond de tous les Congolais.

2. Une réception enthousiaste mais sans impact durable

L'arrivée du Pape François en République démocratique du Congo a suscité une immense ferveur populaire. Des milliers de fidèles se sont rassemblés pour l'accueillir, exprimant leur joie et leur reconnaissance face à cette visite historique. La messe qu'il a célébrée à l'aéroport militaire de Ndolo a rassemblé plus d'un million de personnes, un témoignage éclatant de l'attachement du peuple congolais à la foi catholique et à son message de paix. Les rues de Kinshasa étaient animées par des chants, des prières et des manifestations de gratitude, traduisant l'espoir que cette visite puisse marquer un tournant décisif pour le pays.

Cependant, malgré cette réception chaleureuse et cette mobilisation exceptionnelle, l'impact de son message n'a pas été durable. Son appel à la paix, à la réconciliation et à la responsabilité collective semblait avoir touché les cœurs, mais il n'a pas été suivi d'une véritable prise de conscience nationale. Les discours inspirants du Pape ont été largement relayés, mais ils n'ont pas entraîné de changements concrets dans les comportements des citoyens et des dirigeants. L'émotion suscitée par sa présence s'est progressivement estompée, laissant place à une réalité inchangée.

Après son départ, les pratiques néfastes qui minent la société congolaise ont rapidement repris leur cours. La corruption, les détournements de fonds et les violences politiques ont continué à fragiliser le pays, comme si son message n'avait été qu'un moment éphémère. Les conflits dans l'Est de la RDC n'ont pas cessé, et les injustices sociales persistent, malgré les appels répétés à la solidarité et à la justice. Cette inertie met en évidence un problème profond : l'absence d'un véritable engagement collectif pour traduire les paroles du Pape en actions concrètes.

Ce constat soulève une question essentielle : pourquoi un message aussi puissant, porté par une figure mondiale respectée, n'a-t-il pas réussi à provoquer un sursaut national ? La réponse réside peut-être dans la culture de résignation qui caractérise une partie de la population, habituée aux promesses non tenues et aux discours sans lendemain. Sans une volonté ferme de changement, même les appels les plus inspirants risquent de rester lettre morte.

Ainsi, la visite du Pape François, bien que marquante, n'a pas suffi à enclencher une dynamique de transformation durable. Elle a révélé l'enthousiasme et l'espoir du peuple congolais, mais aussi la difficulté à convertir cette ferveur en un engagement concret pour un avenir meilleur. La véritable question demeure : comment faire en sorte que cet élan spirituel et moral ne soit pas simplement un souvenir, mais un moteur de changement réel et profond pour la RDC ?

Lorsque les dirigeants des pays en voie de développement expliquent ce que c'est d'être sous-développé et pourquoi leurs nations déploient tant d'efforts pour développer leur économie, ils insistent presque toujours sur l'aspect humain de la question.³

Dans la terminologie des Nations-Unies, un pays « *en voie de développement* » ou « *sous-développé* » est un pays dont le revenu par habitant ne dépasse pas 300 dollars par an. C'est là qu'on entend par « *pays sous-développé* ». Un tel pays n'est pas sous-développé à tous les égards : il peut être sous-développé économiquement, tout en étant hautement développé en ce qui concerne les relations personnelles ou l'art de la philosophie. Il peut ne pas être entièrement *sous-développé*, même du point de vue économique : il existe cependant un petit nombre de riches propriétaires terriens et quelques grandes industries, au milieu d'une masse de petits exploitants et de paysans pauvres.⁴

Pour que l'élan moral et spirituel de la RDC ne soit pas simplement un souvenir, il doit être intégré dans une stratégie de développement qui valorise l'éducation, l'entrepreneuriat et une gouvernance transparente. L'investissement dans la formation adaptée aux réalités locales et la valorisation des savoirs traditionnels permettront de transformer les compétences en opportunités économiques. Par ailleurs, encourager les petites et moyennes entreprises basées sur les ressources locales offrira une alternative durable à l'exploitation des matières premières. Enfin, une gouvernance efficace et une meilleure redistribution des richesses sont essentielles pour que la croissance bénéficie à l'ensemble de la population.

La RDC peut aussi capitaliser sur sa richesse culturelle et artistique pour dynamiser son développement. L'art, la musique et les traditions philosophiques renforcent l'identité nationale et peuvent devenir des leviers économiques, notamment à travers le tourisme et l'exportation du savoir-faire congolais. L'essentiel est de faire de cette force morale une ressource stratégique, en l'intégrant pleinement dans les politiques de développement pour une prospérité fondée non seulement sur les indicateurs économiques, mais aussi sur la solidarité et la résilience du peuple congolais.

II. L'intérêt des chercheurs étrangers pour la RDC

1. La publication d'un livre sur l'Holocauste congolais

Peu après la visite du Pape François en République Démocratique du Congo, Charles Onana, politologue et spécialiste des conflits en Afrique des Grands Lacs, a publié un ouvrage intitulé *Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale*.⁵ Dans ce livre, paru en avril 2023, l'auteur met en lumière les souffrances du peuple congolais, dénonçant les massacres, les violences et les pillages qui ont marqué l'histoire récente du pays. Il s'appuie sur des documents officiels, notamment des archives de la CIA, du Pentagone, de la Maison Blanche et de l'Union Européenne, pour démontrer comment la RDC est victime d'une guerre silencieuse orchestrée par des puissances étrangères et des acteurs régionaux.

³ Council on World Tensions. Indépendance et modernisation, Nouveaux Horizons, 1964, p. 57-59.

⁴ WILBUR SCHRAMM, *L'information et le développement national, rôle de l'information dans les pays en voie de développement*, nouveaux horizons, Paris, 1966, pp. 26-27.

⁵ Charles Onana, *Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale*, l'Artilleur, 2023

L'ouvrage de Charles Onana s'inscrit dans une démarche de révélation et de sensibilisation, visant à exposer les mécanismes de domination et d'exploitation qui maintiennent la RDC dans une instabilité chronique. Il affirme que depuis 1994, le pays est infiltré par des milices et des troupes étrangères, notamment celles du Rwanda et de l'Ouganda, qui participent au pillage systématique des ressources naturelles. Selon lui, cette guerre cachée est alimentée par des intérêts économiques liés aux minerais stratégiques indispensables à l'industrie mondiale, notamment l'armement, la téléphonie mobile et la transition énergétique.

Ce livre illustre l'intérêt que portent les chercheurs et historiens internationaux à la situation du Congo, souvent plus activement que les élites locales. Alors que des voix extérieures s'élèvent pour dénoncer les injustices et proposer des pistes de réflexion, une partie des intellectuels et des dirigeants congolais semble peu engagée dans la production de récits historiques et politiques visant à éclairer la population sur son propre passé et ses défis présents. Ce déséquilibre soulève une question fondamentale : pourquoi faut-il que ce soient des étrangers qui prennent l'initiative de raconter l'histoire du Congo et de dénoncer ses souffrances ?

Cette situation met en évidence la nécessité pour les Congolais de s'appropriier leur propre narration et de produire des analyses critiques sur leur histoire et leur avenir. Il est essentiel que les chercheurs, écrivains et journalistes congolais s'impliquent davantage dans la documentation des réalités du pays, afin de renforcer la mémoire collective et de favoriser une prise de conscience nationale. Sans cette appropriation, le risque demeure que l'histoire du Congo soit racontée uniquement par des voix extérieures, parfois avec des biais ou des intérêts qui ne reflètent pas toujours les aspirations profondes du peuple congolais.

Défis de l'appropriation nationale

La publication du livre de Charles Onana sur l'Holocauste congolais s'inscrit dans une dynamique plus large où des chercheurs, historiens et journalistes étrangers s'intéressent activement à la situation du Congo. Depuis plusieurs décennies, des ouvrages, des reportages et des enquêtes approfondies ont été réalisés pour documenter les crises qui secouent le pays, mettant en lumière le pillage des ressources naturelles, les massacres perpétrés dans l'Est et l'instabilité politique chronique. Ces travaux ont contribué à sensibiliser l'opinion publique mondiale et à interpeller les instances internationales sur l'urgence d'une action concertée pour mettre fin aux souffrances du peuple congolais.

Cependant, cet intérêt extérieur contraste fortement avec le manque d'initiatives locales visant à documenter et dénoncer ces réalités. Alors que des voix étrangères s'élèvent pour alerter sur les injustices et proposer des pistes de réflexion, une partie des intellectuels et des dirigeants congolais semble peu engagée dans la production de récits historiques et politiques permettant d'éclairer la population sur son propre passé et ses défis présents. Ce déséquilibre soulève une question fondamentale : pourquoi faut-il que ce soient des chercheurs étrangers qui prennent l'initiative de raconter l'histoire du Congo et de dénoncer ses souffrances ?

Cette situation met en évidence la nécessité pour les Congolais de s'appropriier leur propre narration et de produire des analyses critiques sur leur histoire et leur avenir. Il est impératif que les chercheurs, écrivains et journalistes congolais s'impliquent davantage dans la documentation des réalités du pays, afin de renforcer la mémoire collective et de favoriser une prise de conscience nationale. La transmission de l'histoire par des acteurs locaux permettrait non seulement de mieux contextualiser les événements, mais aussi de mobiliser la population autour d'un projet de société fondé sur la vérité et la justice.

ans cette appropriation, le risque demeure que l'histoire du Congo soit racontée uniquement par des voix extérieures, parfois avec des biais ou des intérêts qui ne reflètent pas toujours les aspirations profondes du peuple congolais. Il est donc essentiel de développer une culture de recherche et de documentation, où les Congolais eux-mêmes prennent en charge la narration de leur passé et de leur présent, afin de mieux construire leur avenir. Une telle démarche renforcerait la souveraineté intellectuelle du pays et permettrait aux générations futures de s'appuyer sur une histoire écrite par leurs propres penseurs, et non dictée par des regards extérieurs.

2. Un contraste frappant avec l'indifférence locale

Alors que des chercheurs, historiens et journalistes étrangers se mobilisent pour dénoncer les injustices et les souffrances du peuple congolais, une grande partie de la population locale semble plongée dans une inertie préoccupante. Les atrocités qui frappent l'Est du pays, le pillage des ressources naturelles et les dérives politiques sont largement documentés par des auteurs internationaux, mais leurs voix résonnent souvent plus fort que celles des Congolais eux-mêmes. Cette dynamique pose une question essentielle : pourquoi l'indignation et les actions concrètes semblent-elles venir de l'extérieur plutôt que de l'intérieur du pays ?

Ce manque de mobilisation s'observe aussi bien chez les citoyens que chez les élites politiques et intellectuelles. Les dirigeants, au lieu de prendre des mesures fermes pour protéger les intérêts nationaux, restent souvent silencieux, voire complices des systèmes de corruption qui affaiblissent la gouvernance. Les intellectuels congolais, quant à eux, peinent à produire des travaux d'envergure sur les réalités de leur pays, laissant la narration de l'histoire et des crises actuelles aux analystes étrangers. Cette absence d'appropriation du discours congolais crée un déséquilibre préoccupant, où l'histoire du pays est racontée par des regards extérieurs.

Par ailleurs, la population congolaise elle-même semble avoir adopté une forme de résignation. Les injustices et les crises répétées ont fini par créer un sentiment d'impuissance qui empêche de véritables mouvements citoyens de naître et d'exiger un changement. Si des mobilisations éclatent à certains moments, elles restent souvent ponctuelles et sans impact durable, faute d'une structuration efficace et d'un engagement collectif soutenu. Les grandes transformations des nations reposent sur des peuples qui prennent en main leur destin, mais en RDC, ce réveil peine à s'opérer à grande échelle.

Cette contradiction entre l'indignation extérieure et l'indifférence intérieure met en lumière la nécessité pour les Congolais de retrouver une conscience collective et un sens du devoir national. Le silence et l'inaction ne peuvent être une réponse face aux crises qui secouent le pays. Chaque citoyen a un rôle à jouer dans la dénonciation des injustices et la construction d'un avenir meilleur. Un engagement accru dans les débats politiques, une implication dans des initiatives locales et une exigence plus forte envers les gouvernants pourraient être des leviers puissants pour sortir de cette passivité.

Il est impératif que la RDC ne soit plus uniquement observée et analysée par des regards extérieurs. Les Congolais doivent prendre en main leur histoire, leur mémoire et leur avenir, en documentant eux-mêmes leurs souffrances, leurs luttes et leurs espoirs. Sans cette appropriation, le risque demeure que les enjeux du pays soient définis par des perspectives étrangères, parfois biaisées ou motivées par des intérêts extérieurs. Un réveil collectif est essentiel pour que les générations futures puissent s'appuyer sur une identité et une narration construite par les Congolais eux-mêmes, pour les Congolais.

III. Les défis du peuple congolais face à son propre avenir

1. Une gouvernance marquée par la corruption et la trahison

La République démocratique du Congo est depuis plusieurs décennies confrontée à une gouvernance marquée par des pratiques de corruption à grande échelle, où les fonds publics sont souvent détournés au détriment du développement national. Des dirigeants impliqués dans des scandales de mauvaise gestion ont rarement été tenus responsables de leurs actes, favorisant ainsi une culture d'impunité et une stagnation politique qui freine toute tentative de réforme institutionnelle.

L'absence de mécanismes efficaces de reddition des comptes contribue à la persistance de ces pratiques, renforçant la méfiance des citoyens envers leurs dirigeants. Les enquêtes sur les détournements massifs de fonds, bien que parfois médiatisées, ne débouchent que rarement sur des sanctions réelles. Cette situation affaiblit la crédibilité de l'État et empêche une gestion transparente des ressources publiques.

Par ailleurs, cette corruption généralisée impacte directement les services essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, plongeant une grande partie de la population dans une précarité accrue. Au lieu de favoriser une gouvernance centrée sur le bien-être collectif, les décisions politiques sont souvent orientées vers des intérêts personnels ou de groupes privilégiés, laissant les citoyens livrés à eux-mêmes.

Sans une profonde réforme du système de gouvernance et une véritable volonté politique de lutter contre la corruption, la RDC continuera de voir ses ressources détournées et son développement entravé. Il est impératif que des mécanismes de contrôle et de sanction crédibles soient mis en place pour garantir une gestion équitable et transparente du pays, où les dirigeants seront pleinement responsables de leurs décisions et actions.

2. Une population en quête de repères

Face aux multiples crises qui secouent la RDC, une partie du peuple congolais semble évoluer dans une confusion sociale et politique, où les revendications pour un avenir meilleur restent souvent faibles ou dispersées. Bien que certains citoyens expriment leur mécontentement, leur mobilisation demeure insuffisante pour exercer une pression significative sur les dirigeants et exiger des réformes profondes.

Au lieu de se concentrer sur les enjeux majeurs tels que la gouvernance, les droits civiques et le développement économique, la population est souvent détournée par des querelles politiques inutiles et des distractions superficielles, qui affaiblissent sa capacité à s'unir pour le changement. Les débats publics sont parfois monopolisés par des polémiques de courte durée, laissant les véritables préoccupations nationales reléguées au second plan.

Le manque d'éducation civique et d'accès à l'information freine également l'émergence d'une conscience citoyenne forte. Une population bien informée est mieux outillée pour défendre ses droits et influencer les décisions politiques. Or, en RDC, l'accès limité à l'éducation et aux médias indépendants entrave cette dynamique, maintenant de nombreuses communautés dans une certaine passivité face aux défis du pays.

Pour espérer un changement significatif, la population congolaise doit s'engager pleinement dans la construction d'un mouvement citoyen structuré, basé sur des revendications claires et une pression constante sur les autorités. L'histoire montre que les nations qui ont progressé sont

celles où les citoyens se sont mobilisés activement pour leur avenir. La RDC ne peut rester indéfiniment spectatrice de son propre destin.

2. Une exploitation incontrôlée des ressources naturelles : entre pillage et absence de stratégies économiques

La RD Congo est l'un des pays les plus riches du monde en ressources naturelles, avec des minerais tels que le cobalt, l'or, le coltan et les diamants. Pourtant, paradoxalement, cette richesse n'a pas conduit à une prospérité pour la population, mais plutôt à une exploitation massive par des puissances étrangères et des groupes armés qui opèrent en toute impunité.

Le pillage des ressources naturelles du Congo est orchestré par des réseaux internationaux qui profitent de l'instabilité politique et du manque de régulation efficace pour s'approprier des minerais essentiels à l'industrie technologique et énergétique mondiale. Cette exploitation se fait souvent au détriment des populations locales, qui ne bénéficient que très peu des revenus générés par ces matières premières.

L'absence de politiques économiques solides et de patriotisme économique empêche le pays de tirer pleinement parti de ses richesses. Plutôt que de favoriser une industrialisation locale et une transformation des matières premières sur place, la RDC continue d'exporter ses ressources brutes à bas prix, laissant la valeur ajoutée aux pays étrangers. Cette situation maintient le pays dans une dépendance économique extrême, où il reste vulnérable aux fluctuations du marché mondial.

Pour inverser cette tendance, il est essentiel que la RDC adopte des stratégies de gestion et d'exploitation responsables, afin de garantir que les bénéfices issus des ressources naturelles profitent réellement à la population congolaise. Sans une politique économique proactive et une régulation stricte des exportations, le pays continuera de subir un pillage systématique qui ne fait qu'accentuer la pauvreté et le sous-développement.

IV. Vers une prise de conscience et un réveil collectif

1. L'urgence d'un sursaut national : un peuple face à son destin

La RDC se trouve à un tournant décisif de son histoire. Les défis auxquels elle fait face ne peuvent être surmontés sans une **prise de conscience collective** et un engagement ferme de chaque citoyen. Il ne suffit plus d'espérer un changement porté uniquement par les dirigeants ; il incombe à tous de participer activement à la construction d'un avenir meilleur. Sans un réveil national, le pays continuera de s'enliser dans des crises cycliques qui freinent son développement et compromettent son potentiel.

Le capital doit être investi pour produire davantage de capital. A moins de disposer des ressources naturelles très riches ou d'une assistance très importante de la part des pays plus favorisés, il n'est guère possible d'accumuler des capitaux d'investissement sans épargne. La dynamique de base du développement économique s'appelle donc : épargne et investissement pour la productivité.⁶

Par ailleurs, l'histoire a démontré que les nations qui ont progressé sont celles dont les citoyens se sont impliqués activement dans la transformation sociale et politique. En Europe, en

⁶ WILBUR SCHRAMM, l'information et le développement national, rôle de l'information dans les pays en voie de développement, nouveaux horizons, Paris, 1966, p. 42-43

Amérique latine ou en Asie, les mouvements populaires ont souvent été les catalyseurs de réformes profondes. Le Congo, riche de ses ressources et de son patrimoine culturel, ne peut rester prisonnier de l'inaction et du fatalisme. Il est urgent que le peuple comprenne que son implication est la clé de la prospérité nationale.

Ce sursaut national ne peut se limiter à des réactions ponctuelles face aux crises ; il doit être un engagement continu fondé sur des actions concrètes et une exigence de reddition des comptes. Il s'agit d'une mobilisation qui dépasse les divisions ethniques, politiques ou sociales pour instaurer une véritable dynamique de changement. Les citoyens doivent réclamer des institutions fortes, des politiques inclusives et une gouvernance transparente, car la réussite d'un pays repose sur la vigilance et la participation active de sa population.

Le réveil du peuple congolais sera le moteur de son avenir. Il ne peut dépendre indéfiniment des interventions extérieures ou des décisions de quelques élites. Chaque Congolais porte une responsabilité historique dans l'édification d'un pays où règnent la justice, la paix et le développement durable. C'est seulement en unissant les forces et en affirmant une volonté collective que la RDC pourra enfin sortir de l'impasse et bâtir une nation prospère et respectée.

2. L'application des principes prônés par le Pape François : une vision à concrétiser

La paix, la réconciliation et l'unité ont été au cœur du message du Pape François lors de sa visite en RDC. Ces principes ne doivent pas rester de simples concepts idéologiques ou des discours inspirants ; ils doivent être intégrés dans des stratégies nationales permettant de transformer la société congolaise en profondeur. L'histoire récente du pays a prouvé que sans dialogue sincère et engagement collectif, les divisions s'ancrent et alimentent les conflits, freinant ainsi le progrès.

La mise en place de réformes politiques et sociales basées sur ces valeurs est essentielle pour instaurer un changement durable. Cela nécessite une refonte des institutions afin qu'elles soient véritablement au service du peuple, garantissant la transparence, l'équité et la justice sociale. Des mécanismes de réconciliation doivent être développés pour restaurer la confiance entre les différentes communautés et permettre une construction nationale fondée sur la cohésion plutôt que sur la fragmentation.

L'unité ne peut être imposée, mais doit être cultivée à travers des initiatives favorisant la solidarité et la participation citoyenne. Il est primordial que les dirigeants donnent l'exemple en mettant en avant des politiques inclusives et équitables qui permettent à chaque Congolais de se sentir acteur du développement du pays. Le dépassement des clivages politiques, ethniques et régionaux doit être un objectif central pour construire une RDC où chaque individu peut prospérer sans discrimination.

L'appel du Pape François ne doit pas être considéré comme un événement du passé. Il constitue un héritage moral et stratégique que les générations présentes et futures doivent s'approprier pour instaurer une société plus juste. La paix et la réconciliation ne sont pas des idéaux inaccessibles : elles nécessitent une volonté collective et des actions concrètes, sans lesquelles le pays restera bloqué dans une instabilité permanente.

3. L'éducation et la mobilisation comme leviers du changement

Le développement d'un pays repose en grande partie sur la formation et la conscientisation de sa population. La RDC ne peut espérer une transformation durable sans un système éducatif

renforcé qui prépare ses citoyens à prendre en main leur avenir. L'éducation civique, politique et économique doit être une priorité, car une population bien informée est mieux armée pour revendiquer ses droits et jouer un rôle actif dans le développement national.

Une sensibilisation accrue à l'importance de l'engagement citoyen et de la lutte contre la corruption est nécessaire pour sortir de la culture de résignation qui freine le progrès. Les jeunes générations doivent être encouragées à comprendre les enjeux politiques et sociaux de leur pays afin de devenir des acteurs du changement. Les campagnes de sensibilisation doivent également viser à démontrer que chaque Congolais a un rôle à jouer dans la gouvernance et la prospérité nationale.

La jeunesse congolaise est une force immense qui, si elle est bien formée, peut transformer la nation. Il est impératif qu'elle soit éduquée à la gouvernance responsable, à la défense des intérêts nationaux et à l'entrepreneuriat. En investissant dans des programmes éducatifs qui valorisent l'innovation et la prise d'initiative, la RDC pourra bâtir une génération capable de briser les cycles de stagnation et de réinventer un modèle économique adapté à ses ressources et à ses besoins.

L'engagement citoyen et l'éducation sont les piliers fondamentaux d'un pays prospère. Sans une mobilisation effective et une transmission du savoir, la RDC continuera d'être vulnérable aux crises et aux influences extérieures. Pour garantir un avenir meilleur, il est impératif que chaque Congolais, quel que soit son niveau social, prenne conscience que son rôle dans la société est essentiel, et que seul un effort collectif peut assurer une transformation positive et durable du pays.

4. Apport de la Communication pour le développement

Le développement de la communication n'a pas que des incidences sur le mode de vie personnel, le travail ou les loisirs. Il touche également d'autres domaines comme, par exemple, les grandes institutions, les grandes entreprises, les administrations, autrement dit la vie politique, économique, culturelle, voire sportive ou religieuse. Bref, la communication conduit à englober toutes les activités stratégiques d'un pays, tous les réseaux et tous les instruments qui font circuler les savoirs, les informations, et fonctionne comme une sorte de grille de lecture des pratiques sociales. Elle est devenue un sujet de préoccupation à la mode et un impératif pour tous les décideurs soucieux de favoriser l'échange, la transparence, la participation, et de résoudre les problèmes qui se posent à une société qui se veut performante.⁷

Il est important de souligner que la communication pour le développement n'est pas réservée exclusivement aux professionnels de la Communication, mais constitue aussi une mission transversale impliquant tous les spécialistes du développement. La liberté d'informer et d'être informé ne souffre d'aucune exception, comme le rappelle l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : *« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations par*

⁷ Claude-Jean Bertrand (dir), Introduction à la presse, la radio et la télévision, éditions marketing S.A., Paris, 1995, pp.23-24.

quelque moyen d'expression que ce soit ».⁸ L'accès à l'information qui permet notamment d'impliquer davantage la population est une tâche centrale de la communication pour le développement. En effet, si les couches vulnérables de la population sont mieux informées, elles seront mieux à même de faire valoir leurs droits et de tirer parti des offres publiques pour sortir de la pauvreté par leurs propres moyens. Un accès facile à l'information constitue également un des postulats centraux des Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par la communauté internationale en 2015 à New York dont la République Démocratique du Congo s'efforce à promouvoir.

En effet, le développement d'un pays nécessite plus que l'action d'un seul individu et même d'une équipe gouvernementale. Cela se réalise grâce aux actions conjuguées de toutes les compétences que compte le pays en question. Dans le contexte congolais, la nécessité de l'action collective devient de fait une obligation. C'est-à-dire, le droit et le devoir de tout citoyen de s'exprimer sur les enjeux sociétaux majeurs. Partant de cette considération, nous établissons une relation formelle d'équivalence entre la communication et le cadre de base nécessaire pour penser, avec toute la rigueur, la question du développement tout en considérant que l'action individuelle ou collective amène les acteurs sociaux à faire usage des langues.

La communication pour le développement jouerait un rôle crucial dans l'appropriation des initiatives des chercheurs étrangers en facilitant la diffusion des connaissances et en renforçant l'engagement des acteurs locaux. En mettant en avant les travaux réalisés sur les crises du Congo et en les intégrant aux discussions publiques, les médias congolais peuvent permettre aux citoyens, aux intellectuels et aux décideurs de s'approprier ces analyses et de les compléter par leurs propres perspectives. L'organisation de débats, de conférences et de campagnes de sensibilisation à travers les radios communautaires, les plateformes numériques et les institutions académiques peut ainsi transformer ces recherches externes en moteurs de réflexion et d'action locale.

Elle repose sur 4 approches intimement liées⁹ : la communication axée sur les changements comportementaux; la communication pour le changement social ; 3) la communication visant à promouvoir certaines idées ; les activités visant à soutenir et renforcer un environnement médiatique et de communication favorable.¹⁰

Par ailleurs, la communication pour le développement peut encourager la production de contenus locaux en inspirant les chercheurs congolais à approfondir les sujets abordés par leurs homologues étrangers et à les adapter aux réalités du pays. La mise en place de collaborations entre chercheurs nationaux et internationaux, soutenue par des programmes de vulgarisation scientifique et des espaces de publication accessibles, permettrait de créer une dynamique intellectuelle autonome. Ainsi, plutôt que d'être uniquement des récepteurs passifs des analyses

⁸ Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948 lors de sa 183^{ème} séance plénière, Article 19.

⁹ La « communication axée sur les changements comportementaux », la « communication pour le changement social » et la « communication visant à promouvoir des idées » ont été discutées au cours de la 8e Table ronde interinstitutions à Managua, 2001. L'approche fondée sur le développement des capacités reconnaît l'importance du renforcement des capacités de communication pour construire un environnement favorable efficace.

¹⁰ Mc CALL, E., *La Communication pour le Développement : Accroître l'efficacité des Nations-Unies*, United Nations Development Programme Bureau for Development Policy Democratic Governance Group, New-York, 2010.

extérieures, les Congolais pourraient s'appuyer sur ces travaux pour enrichir leur propre narration et proposer des solutions ancrées dans leur vécu et leurs aspirations.

CONCLUSION

La visite du Pape François en République démocratique du Congo restera une étape marquante, une occasion unique pour insuffler un élan de réveil collectif. Son message, empreint de paix, de réconciliation et d'unité, a été une invitation à la transformation profonde du pays, une exhortation à abandonner les divisions et à bâtir un avenir fondé sur la justice et la solidarité. Pourtant, malgré l'émotion suscitée et l'espoir qu'il portait, son passage n'a pas suffi à enclencher une dynamique de changement durable. Les crises qui rongent le pays persistent, et la RDC peine à prendre conscience que son destin ne peut être façonné que par son propre peuple.

Pendant que des voix étrangères s'élèvent pour dénoncer les injustices et les souffrances du Congo, il est impératif que les Congolais cessent d'être de simples spectateurs de leur histoire et s'engagent activement dans la reconstruction de leur nation. L'avenir du pays repose sur une prise de conscience individuelle et collective, où chaque citoyen reconnaît son rôle dans le développement de la société. La transformation du Congo ne viendra ni de l'extérieur ni d'un leader providentiel, mais d'une volonté commune d'agir, d'exiger des réformes profondes et de bâtir une gouvernance qui reflète les aspirations du peuple. Le réveil du Congo ne peut plus attendre ; il doit être une priorité absolue pour assurer un futur de dignité et de prospérité.

1. Alain NZADI-A-NZADI, S.J : L'invention d'un nouveau Congo, une panacée pour la région des grands lacs et pour l'Afrique. In Congo-Afrique n°570, Kinshasa, Décembre 2022, 62^e Année.
2. Charles Onana, Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale, l'Artilleur, 2023
3. Claude-Jean Bertrand (dir), Introduction à la presse, la radio et la télévision, éditions marketing S.A., Paris, 1995.
4. Council on World Tensions. Indépendance et modernisation, Nouveaux Horizons, 1964.
5. Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU à Paris, le 10 décembre 1948 lors de sa 183^{ème} séance plénière.
6. Isidore NDAYWEL E NZIEM : Le Congo à la traversée du millénaire ; une brève histoire du Présent, in Congo-Afrique n°570, Kinshasa, Décembre 2022, 62^e Année.
7. Mc CALL, E., *La Communication pour le Développement : Accroître l'efficacité des Nations-Unies*, United Nations Development Programme Bureau for Development Policy Democratic Governance Group, New-York, 2010.
8. WILBUR SCHRAMM, *L'information et le développement national, rôle de l'information dans les pays en voie de développement*, nouveaux horizons, Paris, 1966.